

***Appel d'offres ouvert national sur offres de prix
n°03/2026
(Séance publique)***

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES RELATIF A
L'ASSISTANCE COMPTABLE, FISCALE ET TECHNIQUE
DE LA CAISSE DE COMPENSATION A RABAT
(LOT UNIQUE)**

Le présent appel d'offres est lancé conformément aux alinéas 1 paragraphe 1 de l'article 19 et paragraphe 1 et paragraphe 3-b de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

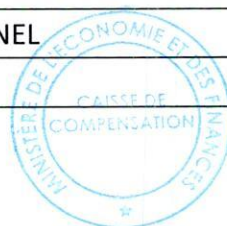


✓

SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

Article 1	:	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	04
Article 2	:	CONTEXTE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS OBJETS DE L'APPEL D'OFFRES	04
Article 3	:	MAITRE D'OUVRAGE	04
Article 4	:	MODE DE PASSATION	04
Article 5	:	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	04
Article 6	:	PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION DU	04
Article 7	:	REFERENCES AUX TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES	05
Article 8	:	VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	05
Article 9	:	SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE	06
Article 10	:	ELECTION DE DOMICILE DU PRESTATAIRE	06
Article 11	:	NANTISSEMENT	06
Article 12	:	SOUS-TRAITANCE	07
Article 13	:	DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE	07
Article 14	:	NATURE DES PRIX	07
Article 15	:	CARACTERE DES PRIX	08
Article 16	:	CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF	08
Article 17	:	ASSURANCES - RESPONSABILITÉ	08
Article 18	:	RETENUE ET DELAI DE GARANTIE	08
Article 19	:	LES LIVRABLES	09
Article 20	:	LANGUE ET PROPRIETE DES RAPPORTS	09
Article 21	:	MODALITES DE RECEPTION DES LIVRABLES	09-10
Article 22	:	MODALITES D'INTERVENTION ET OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE	10
Article 23	:	CONDITIONS DE RECEPTION	11
Article 24	:	OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	11
Article 25	:	MODALITES DE REGLEMENT	11
Article 26	:	PENALITES DE RETARD	11
Article 27	:	DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	12
Article 28	:	CAS DE FORCE MAJEURE	12
Article 29	:	ARRET DE LA PRESTATION	12
Article 30	:	RESILIATION DU MARCHE	12
Article 31	:	LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTÉRÊT	12
Article 32	:	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES	13
Article 33	:	AVANCES	13
Article 34	:	CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS	13
Article 35	:	PROTECTION DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	13
Article 36	:	PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL	13



✓

CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES

Article 37	:	Présentation de la Caisse de Compensation	14-15
Article 38	:	Contexte de la prestation	16
Article 39	:	Consistance et étendue de la prestation	17-18
Article 40	:	Equipe affectée à la prestation	18



ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres national ouvert a pour objet **l'assistance comptable, fiscale et technique de la Caisse de Compensation à Rabat-lot unique-**

ARTICLE 2 : CONTEXTE ET CONSISTENCE DES PRESTATIONS OBJETS DE L'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre du marché issu du présent appel d'offres pour l'assistance comptable, fiscale et technique de la Caisse de Compensation, les prestations à réaliser comprennent trois missions détaillées comme suit :

- **Mission 1** : L'assistance comptable et fiscal pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2026 ;
- **Mission 2** : L'assistance technique pour l'estimation des biens destinés aux ventes aux enchères ;
- **Mission 3** : L'assistance à l'analyse et à l'adaptation de la loi de finances 2026-2027.

Ces prestations doivent être conformes aux descriptions détaillées figurant au chapitre II.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage du marché qui sera passé à la suite du présent appel d'offres ouvert national est la « Caisse de Compensation », représentée par « la Directrice », est désignée ci-après par « CDC » ou le « Maître d'ouvrage ».

ARTICLE 4 : MODE DE PASSATION

Appel d'offres ouvert national passé aux alinéas 1 paragraphe 1 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et alinéa b) paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 5: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. L'offre technique ;
4. Bordereau du prix global et La décomposition du montant global ;
5. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret Royal 2-01-2332 du 22 Rabii I-1423 (juin 2002), CCAG-EMO.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 6 : PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché, qui résulte du présent appel d'offres, sont :

- Les ordres de service.
- Les avenants éventuels.
- La décision prévue au paragraphe 3 de l'article 36 du CCAG-EMO.

ARTICLE 7: REFERENCES AUX TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

Le prestataire est soumis aux dispositions définies par les textes suivants :

- Le Dahir n°1.74.403 du 5 chaoual 1397 (19 septembre 1977) portant réorganisation de la Caisse de Compensation.
- Le décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.
- Le Décret Royal n° 330.66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été complété ou modifié.
- Le dahir n°1-03-195 portant promulgation de la loi n° 69-00 relative au contrôle Financier de l'Etat sur les entreprises publique et autres organismes.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics.
- Le Dahir n°1.85.347 du 7 Rabii II 1408(20/12/1985) portant promulgation de la loi n°30.85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A).
- Le Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le Décret n°2-01-2332 du 22 rabia 1 1423 (04 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'état (CCAG-EMO).
- Le décret 2-16-344 du 17 chaoual 1437(22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- La Loi 18-12 relative à la réparation des accidents du travail promulgué par le dahir n°1- 14-190 ;
- Circulaire n°72 CAB du 1er ministre du 26/11/90 relative aux modalités d'application du dahir 1/56-211 concernant les garanties pécuniaires exigées des prestataires et adjudicataires des marchés publics.
- L'Arrêté n° 1692-23 du 23 Juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat sont rendus applicables à la date limite de réception des offres.

Le prestataire du marché, qui résulte du présent appel d'offres, s'il ne les possède pas, devra se procurer ces documents. Il ne pourra en aucun cas invoquer son ignorance pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

ARTICLE 8 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le Directeur de la Caisse de Compensation et son visa par le contrôleur d'Etat lorsque ledit visa est requis.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis conformément à l'article n°143 du décret 2-22-431 précité.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions du décret précité.



✓

ARTICLE 9: SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

Un comité de suivi sera désigné par décision du Maître d'ouvrage et aura pour mission de :

- Assurer le suivi de l'exécution du marché en bonne et due forme ;
- Assurer la liaison entre le prestataire et la Caisse de Compensation ;
- S'assurer de la qualité des prestations ;
- Faciliter le travail du prestataire en lui fournissant les documents et supports nécessaires, et en organisant les visites et entretiens au sein de la Caisse de Compensation ;
- Procéder à la réception et à la validation des livrables, lesquelles seront formalisées par un procès-verbal établi par le comité de suivi, attestant de la conformité des prestations exécutées aux clauses du marché.

Le maître d'ouvrage peut faire appel à toute expertise externe pour conseiller le comité si elle le juge utile.

Le prestataire informera le comité de suivi de la Caisse de Compensation au fur et à mesure de l'avancement des prestations.

ARTICLE 10 : ELECTION DE DOMICILE DU PRESTATAIRE

A défaut par le prestataire de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par l'article 17 du CCAG-EMO, toutes les notifications qui se rapportent au marché auquel donnera lieu le présent cahier des prescriptions spéciales seront valablement faites à son domicile, figurant dans son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par accusé de réception dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

Le prestataire du marché pourra demander, s'il remplit les conditions requises, le bénéfice du régime institué par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché, il est précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du Directeur de la Caisse de Compensation ;
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le prestataire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation et sont établis sous sa responsabilité ;
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au prestataire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de la Caisse de Compensation ou le fondé de pouvoir habilité à cet effet, seuls qualifiés pour recevoir les significations des créanciers du prestataire du marché ;
- 5- Le maître d'ouvrage remet au prestataire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont celles prévues au niveau de l'article 151 du décret n°2- 22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le prestataire est libre de sous-traiter une partie des prestations de son choix à condition que le sous-traitant soit agréé par le Maître d'Ouvrage avant le commencement de l'exécution du marché.

La sous-traitance ne peut dépasser 50% du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché, notamment l'assistance comptable, fiscale et technique de la Caisse de Compensation à Rabat-lot unique-.

En cas de sous-traitance, le prestataire est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous traitées.

ARTICLE 13 : DELAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le délai d'exécution du marché est fixé à **5 mois** et prendra effet à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant au prestataire de commencer les prestations.

Le prestataire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour réaliser sa mission dans les bonnes conditions et notamment celles relatives au respect des délais de remise des livrables, fixés ci-dessous.

- La durée des prestations correspondant à la mission 1 est fixée à **3 mois** à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des prestations de la mission 1.
- La durée des prestations afférentes à la mission 2 est fixée à **1 mois** à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des prestations de la mission 2.
- La durée des prestations correspondant à la mission 3 est fixée à **1 mois** à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des prestations de la mission 3.

Le chronogramme des différentes missions sera précisé dans la note méthodologique proposée par le prestataire et approuvée par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX

Le marché qui résulte du présent appel d'offres est à **prix global**.

Les prix couvrent et rémunèrent l'ensemble des prestations qui font l'objet du marché issu de cet appel d'offres et telles qu'elles doivent être exécutées conformément à ce dernier et ce quelles que soient les quantités réellement exécutées.

Les prix du marché issu de cet appel d'offres sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de services y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.



ARTICLE 15 : CARACTERE DES PRIX

Conformément à l'article 15, paragraphe 1 du décret n° 2-22-431 précité, les marchés de service sont passés à prix fermes. Les prix du marché issu du présent appel d'offres sont **fermes et non révisables**. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le Maître d'Ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

▪ Cautionnement provisoire :

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **mille cinq cents dirhams (1 500,00 DH)**. Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG- EMO).

Le cautionnement provisoire est restitué au prestataire du marché qui résulte du présent appel d'offres selon les dispositions de l'article 16, paragraphe I du CCAG-EMO.

▪ Cautionnement définitif :

Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur et doit être constitué dans les trente (30 jours) qui suivent la notification de l'approbation du marché issu du présent appel d'offres.

Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du prestataire jusqu'à la réception définitive de la totalité des prestations objets du marché.

Il sera restitué à la suite d'une main levée délivrée par le maître d'ouvrage, dès la signature du procès-verbal de la réception définitive de la prestation.

En cas de groupement, le paragraphe C de l'article 150 du décret n°2-22-431 précité sera appliqué.

ARTICLE 17 : ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Le prestataire doit souscrire aux assurances couvrant les risques inhérents à l'exécution des prestations, objet de cet appel d'offres, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et approuvé par le décret N°02-05-1433 du 06 Dou al Kaâda 1426 (28 décembre 2005).

Ces attestations d'assurance doivent être souscrites auprès d'une entreprise d'assurance agréée par le Ministre de l'Economie et des Finances.

Les copies des attestations d'assurance doivent être remises à la Caisse de Compensation avant l'exécution des prestations.

Le prestataire est tenu de renouveler les assurances susmentionnées de manière que la période d'exécution du marché issu du présent appel d'offres soit constamment couverte.

ARTICLE 18 : RETENUE ET DELAI DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie ni de délai de garantie au titre du marché issu du présent appel d'offres.



ARTICLE 19 : LES LIVRABLES

Le prestataire est tenu de produire les livrables suivants :

Livrable de la mission 1 :

- Un rapport sur la revue des comptes au 31/12/2026.
- Un rapport d'évaluation et d'appréciation de l'état actuel de la comptabilité de la CDC, avec l'analyse des comptes.
- Un rapport d'analyse avec recommandations.

Livrables de la mission 2

- Rapport d'évaluation détaillé par catégorie de biens (mobilier et matériel de bureau / matériel informatique.
- Tableau récapitulatif des estimations avec mise à prix recommandée.
- Attestation d'expert certifiant la conformité aux normes et réglementations et les estimations recommandées.

Livrables de la mission 3

- Note de synthèse des principales dispositions de la loi de finances 2027.
- Rapport d'analyse d'impact spécifique à l'établissement.
- Plan d'action détaillé (mesures, délais, responsabilités).

ARTICLE 20 : LANGUE ET PROPRIETE DES RAPPORTS

Tous les documents et correspondances établis par le prestataire dans le cadre de ce marché issu du présent appel d'offre seront en langue française.

Après leur acceptation, les documents et rapports fournis par le prestataire resteront à la propriété de la Caisse de Compensation. Celle-ci sera libre d'utiliser ces documents et rapports à d'autres fins jugées utiles.

ARTICLE 21 : MODALITES DE RECEPTION DES LIVRABLES

Le prestataire est tenu de soumettre, à l'approbation du maître d'ouvrage, l'ensemble des livrables exigés par le marché. Chaque livrable documentaire est à remettre en format papier (en 5 exemplaires) ainsi qu'en format électronique exploitable (word, Excel,...) et format PDF.

Le Comité de Suivi qui sera désigné à cet effet, dispose, d'un délai de **(20) vingt jours calendaires** à compter de la date de réception des livrables, matérialisé par l'accusé de réception, pour réceptionner ou rejeter les documents présentés qu'ils soient en édition provisoire ou définitive.

La réponse du Comité de Suivi sera portée à la connaissance du prestataire par toutes voies, y compris par messagerie électronique et formalisée dans tous les cas par un écrit signé par le président dudit Comité de Suivi.

Le dépassement par le Comité de Suivi du délai fixé pour l'approbation des livrables, donne lieu à un ajournement d'exécution du marché.

Cet ajournement sera éventuellement prescrit par ordre de service motivé avant l'expiration du délai que se réserve le Comité de Suivi pour approuver le livrable. Durant le délai susvisé, le Comité de Suivi doit :

- Soit accepter les rapports et documents sans réserve ;
- Soit inviter le prestataire à procéder à des corrections ou améliorations pour le rendre conforme aux exigences du Cahier des Prescriptions Spéciales et aux règles



de l'art, et ce dans un **délai de (15) quinze jours calendaires** à compter de la date de notification des remarques soulevées par le Comité de Suivi ;

- Soit, le cas échéant, prononcer un refus motivé des rapports pour insuffisance grave dûment justifiée.
- En cas de refus pour insuffisance grave, le prestataire est tenu de soumettre, dans un délai de 15 jours, à l'approbation du maître d'ouvrage un nouveau rapport étant précisé, que les frais ou toutes dépenses de reprise des rapports sont à la charge du prestataire.

Il reste entendu que le maître d'ouvrage procédera, le cas échéant et durant la période d'examen des rapports, aux contrôles et recoupements nécessaires pour s'assurer de la validité et de la cohérence des situations fournies par le prestataire par rapport à celles réellement existantes.

Le délais de 20 jours calendaires que se réserve le maître d'ouvrage n'est pas inclus dans le délai global du marché issu de cet appel d'offres.

Les délais que se réservent le maître d'ouvrage pour approuver les livrables et le prestataire pour apporter les modifications nécessaires ne sont pas compris dans le délai d'exécution du marché.

ARTICLE 22 : MODALITES D'INTERVENTION ET OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

La Caisse de Compensation mettra à la disposition du prestataire toutes les informations et documentation jugées nécessaires à la réalisation de sa prestation, notamment :

- Les états financiers ;
- Les manuels existants de procédures et de comptabilité ;
- Le fichier et le registre d'inventaire ;
- Les pièces justificatives des recettes et des dépenses ;
- Le statut du personnel ;
- Et tout autre document jugé utile à l'exécution de sa prestation.

Le prestataire présentera une note méthodologique détaillée avec le calendrier de ses interventions et les intervenants conformément au CPC. Cette note méthodologique, qui tiendra compte des différentes prestations détaillées dans l'article 39, sera validée par le comité de suivi avant le démarrage des interventions et doit être conforme à son offre technique.

De même, la Caisse de Compensation fera appel au prestataire soit selon le planning arrêté initialement ou pour des besoins spécifiques en relation avec la prestation d'assistance.

La répartition des journées d'intervention à l'intérieur du délai d'exécution sera faite en commun accord entre le comité de suivi et le prestataire selon les besoins de la Caisse de la Compensation.

A chaque intervention, le prestataire s'engage à faire intervenir sur place au siège de la Caisse de Compensation ou ailleurs, le cas échéant, les personnes qu'il aura proposées dans son offre technique.

Tout changement dans l'équipe du prestataire par rapport à celle proposée dans l'offre technique doit se faire par demande écrite du prestataire à la Caisse de Compensation en proposant un intervenant avec des qualifications équivalentes et en précisant le motif de changement. La Caisse de Compensation étudiera cette demande et notifiera par écrit au prestataire son avis.

La journée s'étend de 8H30 à 16H30.



ARTICLE 23 : CONDITIONS DE RECEPTION

La réception des prestations, objet du marché qui sera issu de cet appel d'offres, sera faite sur la base des prestations réellement exécutées rapportées au prix mentionné dans le bordereau des prix et la décomposition du montant global.

22.1- Réception provisoire partielle

La réception provisoire partielle sera effectuée pour chacune des missions et sera formalisée par un procès-verbal du comité de suivi qui vérifiera la conformité des prestations exécutées par rapport aux clauses du marché.

La réception provisoire du marché sera prononcée à l'issue de la dernière réception provisoire partielle.

22.2- Réception définitive

La réception provisoire de toutes les prestations vaut réception définitive du marché.

ARTICLE 24 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Le prestataire s'engage à exécuter personnellement sa prestation et devra faire intervenir les personnes qu'il aura proposées dans son offre technique.

Toutefois, en cas de force majeure dûment justifiée, il devra proposer en remplacement, des intervenants de qualification et d'expérience équivalentes tel qu'il est prévu dans le règlement de consultation.

Le remplacement ne devra avoir lieu qu'après avis préalable et accord de la Caisse de Compensation.

ARTICLE 25 : MODALITES DE REGLEMENT

Les prestations objet du présent marché seront rémunérées dans le délai réglementaire à l'issue de la réception provisoire partielle de chaque mission validée par le comité de suivi et sur présentation de facture en 5 exemplaires.

Les paiements seront calculés compte tenu des pénalités ou de toutes sommes à la charge de la société.

Les sommes dues au contractant seront payées sur présentation d'une facture libellée en dirhams, dûment signée et cachetée, comportant le n° de compte bancaire établie conformément au bordereau des prix.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

Le titulaire du marché issu du présent appel d'offres devra, en temps utile, notifier par écrit tout changement dans le numéro et la domiciliation de son compte courant.

ARTICLE 26 : PENALITES DE RETARD

A défaut par l'attributaire d'avoir terminé les prestations à la date déterminée, il lui sera appliqué sans préjudice en application de l'article 42 du CCAG- EMO une pénalité par jour calendaire de retard à l'encontre du prestataire fixé à un pour mille (1 /1000) du montant du montant de chaque mission.

Le montant de la pénalité est plafonné à 10% du montant du marché initial augmenté éventuellement des montants des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-EMO.



ARTICLE 27 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

En application de l'article 6 du CCAG-EMO, le prestataire du marché qui résultera du présent appel d'offres devra s'acquitter de tous les droits de timbre dus, et ce conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 28 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de force majeure, il sera procédé à l'application des dispositions de l'article 32 du CCAG-EMO.

ARTICLE 29 : ARRET DE LA PRESTATION

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'arrêter l'exécution des prestations objet du marché conformément aux conditions prévues par l'article 28 du CCAG-EMO.

ARTICLE 30 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par les articles 28, 29, 30 et 31 du C.C.A.G-EMO et celles prévues au décret n° 2.22.431 précité. La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au prestataire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Pour les groupements, en cas de défaillance, de décès, de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire, sans autorisation de continuer l'activité, ou de faute grave de l'un ou plusieurs membres du groupement, ceux-ci peuvent être exclus du marché suivant les procédures de résiliation du marché.

Dans ce cas, un avenant est passé pour fixer les conditions de poursuite de l'exécution du marché par les membres restants du groupement éventuellement complété par de nouveaux membres en cas de nécessité de combler le manque de compétence dûment constaté après l'exclusion de certains membres du groupement.

ARTICLE 31 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTÉRÊT

Le prestataire du marché issu de cet appel d'offres ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché issus de cet appel d'offres.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché issus de cet appel d'offres. Les dispositions de l'article 162 du décret 2-22-431 précité s'appliquent.



ARTICLE 32 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Tout litige survenu à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente prestation, s'il n'est pas réglé à l'amiable, sera traité en application de la procédure prévue par les articles 52, 53 et 54 du CCAG-EMO.

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis aux tribunaux compétents, conformément à l'article 55 du CCAG-EMO.

ARTICLE 33 : AVANCES

Conformément au décret n°2.14.272 du 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics, le présent marché ne prévoit pas d'avances.

ARTICLE 34 : CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS

Les renseignements obtenus par le prestataire dans le cadre de cette prestation sont de nature confidentielle et ne devront donc pas être divulgués sauf autorisation préalable et écrite de l'ordonnateur et sauf si l'information doit être divulguée pour des raisons légales.

Le prestataire est tenu à l'obligation de confidentialité pour ce qui concerne l'ensemble des aspects de sa prestation et s'engage à faire respecter ces dispositions par tous ses collaborateurs et par ses tiers intervenants.

En outre, le prestataire s'engage à n'utiliser les informations collectées au cours de sa prestation à aucune fin autre que celle de l'objet de cette assistance et pour laquelle il est mandaté par l'ordonnateur.

ARTICLE 35 : PROTECTION DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La Caisse de Compensation peut collecter et traiter des données à caractère personnel en vue d'assurer ses opérations.

Afin de permettre à la Caisse de Compensation de répondre à ses obligations légales, ces données peuvent être transmises aux organismes de gouvernance, d'inspection et de Contrôle. Ce traitement a fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la Commission Nationale de Contrôle de Protection des Données à Caractère Personnel.

La Caisse de Compensation garantit l'exercice des droits d'accès, de rectification et d'opposition conformément aux dispositions de la loi 09-08.

ARTICLE 36 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

Le prestataire s'engage conformément à l'article 149 du décret n° 2-22-431 précité de recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché issu de cet appel d'offre.

Le taux de recours à la main-d'œuvre locale dans la limite de 20% de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

On entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue de la commune du lieu d'exécution des prestations objet du marché issu de cet appel d'offres, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région.



ARTICLE 37 : PRESENTATION DE LA CAISSE DE COMPENSATION

1- Statut juridique et missions :

La Caisse de Compensation est un établissement public créé en 1941 doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Elle est régie par le Dahir portant loi n° I. 74. 403 du 19 septembre 1977 réorganisant la Caisse de Compensation. Elle est placée sous la tutelle du Chef du Gouvernement.

Elle est administrée par un Conseil d'Administration présidé par le Chef du Gouvernement ou par l'autorité gouvernementale déléguée par lui à cet effet et gérée par un Directeur.

2- Activités principales :

La Caisse de Compensation est chargée de la subvention des prix des produits de première nécessité, ses interventions se limitent actuellement aux seuls produits sucre et gaz butane, ainsi que la subvention des masques de protection en tissu non tissés à usage non médical et la subvention destinée aux éditions des livres scolaires.

Par ailleurs, la Caisse de Compensation effectue un prélèvement à son profit au titre du sucre utilisé dans les boissons gazeuses.

La liquidation des dossiers de subventions et de prélèvements de ces produits se fait sur la base de dossiers établis, selon une procédure réglementaire, et qui sont déposés directement par les sociétés concernées à la Caisse de Compensation, qui les contrôle, les vise et procède à leur paiement.

Ces dossiers, vérifiés et ordonnancés par la division technique, sont recontrôlés par le service de contrôle interne.

Après visa de l'ordonnateur, les dossiers sont revérifiés à nouveau par le Trésorier Payeur relevant du ministère de l'Economie et des Finances avant leur paiement.

Un dernier contrôle est opéré également par ce dernier qui co-signe les moyens de paiement avec l'ordonnateur, ce qui constitue la dernière étape.

3- Organisation :

Pour s'acquitter des missions qui lui sont dévolues, la Caisse de Compensation est dotée de structures centrales composées de trois divisions (Technique, informatique et Administrative), et d'un service de contrôle interne ainsi que d'un service d'audit interne qui sont rattachés directement à la Direction. Les trois divisions coiffent huit services principaux.

4- Ressources Financières :

Les ressources de la Caisse de Compensation sont constituées des :

- Prélèvements au profit de la Caisse ;
- Subventions de l'Etat ;
- Avances du Trésor, d'organismes publics ou privés ;
- Produits des emprunts obligataires ;
- Produits des amendes administratives perçues à son profit ;
- Autres produits pouvant lui être affectés, dons et legs.



5- Organisation financière et comptable :

L'organisation financière et comptable de la Caisse de Compensation est régie par l'Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances et de la Privatisation n° 2-1876 DE/SPC du 19 avril 2005.

Selon l'article 7 du Dahir du 19 septembre 1977 réorganisant la Caisse de Compensation, La Caisse de Compensation est soumise aux obligations des commerçants, elle tient donc sa comptabilité selon les lois et usages du commerce au Maroc.

La comptabilité de la Caisse de Compensation comprend :

- Une comptabilité générale tenue selon la loi 9-88 fixant les obligations des commerçants et selon le Code Général de Normalisation Comptable ;
- Une comptabilité budgétaire tenue selon les règles de la comptabilité publique.

6. Le système d'information comptable :

La division Administrative et Financière au sein de la Caisse de Compensation déploie plusieurs applications permettant de traiter, organiser et contrôler les informations financières, budgétaire, comptables et sociales. On en cite :

« **CDC-Budget** » : Un système de gestion budgétaire (Dépenses, recettes, stock...).

Développé en interne, il offre des fonctionnalités telles que : La gestion des recettes, l'automatisation des dépenses standards, la gestion des ordres de mission et le calcul automatique des indemnités kilométriques et des frais de transport, l'archivage électronique et le module de reporting.

« **CDC-Facture** » : Plateforme électronique de dépôt des factures destinée aux fournisseurs. Elle permet à ces derniers de suivre le paiement de leurs factures en temps réel.

« **E-Paie** » : Un système de gestion de la paie, il permet la génération automatique de la paie mensuelle et offre de nouvelles fonctionnalités telles que le calcul automatique des rappels et la prise en charge des tableaux d'amortissement pour le calcul automatique de l'abattement relatif aux intérêts des crédits logement.

« **E-liquidation** » : un système de liquidation des dossiers de subventions et de restitution de la subvention.

« **Oscar comptabilité** » : Une application construite pour assurer le suivi de l'ensemble des opérations de gestion courante liée principalement à la mission principale de la Caisse de Compensation.

- **Intégration des engagements de compensation**

Le service comptable procède chaque jour au transfert au logiciel comptable, des données au titre des dépenses de subventions versées (OP) et des prélèvements au profit de la CDC (OR) extraites de la base de données du SI.

- **Enregistrement des opérations diverses**

Hormis les écritures d'inventaire qui sont enregistrés annuellement lors de l'arrêté des comptes, l'agent du service comptable procède à l'enregistrement des autres écritures (Banque, autres recettes, remboursement de la TVA), sous la supervision du chef de service, quotidiennement.

- **Edition des documents comptables**

Les documents comptables, ci-après, sont édités périodiquement par le Comptable après validation de l'ordonnateur :

- Journaux (en cas de besoin) ;
- Grand-livre (en cas de besoin) ;
- Balance ;
- États financiers ;



ARTICLE 38 : CONTEXTE DE LA PRESTATION

A la Suite de la demande de la CDC concernant la revue de son schéma comptable, le Comité Permanent du Conseil National de la Comptabilité a examiné lors de sa réunion en date du 24/04/2025, le nouveau schéma comptable proposé par la CDC, et a émis le 14 mai 2025, un avis technique sur la méthode de comptabilisations des opérations de compensation qui consiste à :

- La Révision du schéma comptable de 2006 concernant le traitement des opérations de compensation de la CDC en procédant à l'inscription desdites opérations au niveau des comptes de tiers au lieu des comptes produits et charges de la CDC.
- Prévoir un ou plusieurs états complémentaires au niveau de l'état des informations complémentaires (ETIC) de la CDC afin de présenter et de détailler les informations pertinentes relatives à la répartition des subventions /restitutions des opérations de compensation (par produits, par secteurs, etc).
- Prendre en charge l'impact de l'application rétrospective du changement de la méthode comptable relative aux opérations de compensation dans les capitaux propres d'ouverture de l'exercice du changement au niveau du compte « report à nouveau ».

Conformément à l'avis du CNC susvisé, les opérations de compensation réalisées pour le compte de tiers ne sont plus retracées dans les charges/produits de la Caisse de Compensation, et sont comptabilisées en compte de tiers comme suit :

En ce qui concerne les dossiers en faveur des sociétés :

1. Une fois liquidé le montant de l'engagement de dépense est constaté par le débit d'un compte « 3488 – Divers Débiteurs » et le crédit d'un compte « 4488 – Divers Créanciers » (un compte par opérateur et par produit).
2. Une fois les dotations budgétaires débloquées : l'encaissement est constaté par le débit du compte de trésorerie et le crédit du compte « 3488 – Divers Débiteurs ».
3. Au moment du paiement des dossiers des opérateurs : le décaissement est constaté par le crédit des comptes de trésorerie concerné et le débit des comptes « 4488 - Divers créanciers » de chaque opérateur payé.

En ce qui concerne les dossiers en faveur de la Caisse de Compensation :

1. Une fois liquidé le montant de l'Ordre de recette est Constaté par le débit d'un compte « 3488 – Divers Débiteurs » et le crédit d'un compte « 4488 – Divers Créanciers ».
2. Au moment de l'encaissement de l'OR : l'encaissement est Constaté par le débit du compte de trésorerie et le crédit du compte « 3488 – Divers Débiteurs ».
3. Le solde du compte « 4488 » crédité au niveau de la première écriture correspond aux prélèvements collectés par la Caisse de Compensation et qui sont dus à l'état (dans l'attente d'une décision du Ministère de tutelle quant à leur éventuelle affectation).

Toutefois, ce mode de comptabilisation prend en compte l'éventuel impact sur les dossiers nécessitant un redressement comptable bien particulier.

Par la présente consultation, la Caisse de Compensation désire désigner une personne morale ou un groupement de personnes morales spécialisés en vue d'une part, d'assister la Caisse aux travaux courants de l'exercice selon le manuel de procédure comptable en vigueur et d'autre part d'assister la Caisse dans sa refonte relative au traitement comptable des opérations de compensation.



Cette prestation sera consacrée à l'assistance aux travaux suivants :

MISSION 1 : ASSISTANCE COMPTABLE ET FISCALE POUR L'ARRETE DES COMPTES AU 31/12/2026

Cette mission sera consacrée à l'assistance aux travaux comptable et fiscal au 31/12/2026.

Le prestataire est tenu à ce titre de procéder à :

- Évaluer et apprécier l'état actuel de la comptabilité de la CDC, tout en analysant la transition de l'ancien schéma au nouveau schéma comptable ;
- Arrêter la liste exhaustive des procédures comptables et fiscales adaptées au nouveau schéma comptable.
- Vérification de la conformité des écritures comptables selon le nouveau mode de comptabilisation des comptes ;
- Mise à jour éventuelle du mode de comptabilisation des comptes ;
- Travaux de mise en place des écritures de redressements ;
- Correction de toute anomalie ou non-conformité du système comptable actuel.
- Examen de la balance, et sa concordance avec le Grand Livre ;
- Examen des opérations de comptabilisation des opérations de subventions
- Examen des immobilisations produites en interne et leur coût d'acquisition ;
- Examen des opérations de comptabilisation des immobilisations acquises
- Analyse exhaustive des comptes d'actif et passif ;
- Analyse exhaustive des comptes des charges et produits ;
- Contribution à l'analyse des comptes créances et dettes non mouvementées et proposition d'un plan d'action d'assainissement ;
- Vérification des procédures mises en place relatives au contrôle et suivi budgétaire institués par la réglementation en vigueur (décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387(21/04/1967) portant règlement général de la comptabilité publique et la Loi 69.00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes ...)
- Conseil et assistance ponctuels sur demande de la CDC. Cette action portera sur la réglementation fiscale et comptable, et sur tout conseil et assistance liés à l'activité de la CDC ;
- La vérification des avis d'imposition et de leur conformité à la législation et à la réglementation en vigueur ;
- Evaluation de la procédure en vigueur des déclarations fiscales ;
- Contrôle de l'état des rémunérations et salaires semestriels ;
- Traitement comptable et fiscal des dossiers contentieux de la CDC (écritures comptables correspondantes selon le déroulement du procès le cas échéant, analyse des comptes en question, ...) ;
- Vérification et approbation des déclarations mensuelles l'I.R. et déclarations fiscale diverses ainsi que celle des organismes sociaux (RCAR, RECORE, etc.) ;
- Participer aux différentes réunions ayant un lien direct ou indirect avec la comptabilité de la Caisse de Compensation suite à la demande de la CDC ;
- Assister la Caisse de la Compensation dans le cadre d'interventions spécifiques en cas de besoin.



MISSION 2 : ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'ESTIMATION DES BIENS DESTINES AUX VENTES AUX ENCHERES

Le prestataire devra :

- Recenser et analyser les biens à céder (immobiliers, mobiliers, équipements, etc.).
- Déterminer la valeur comptable et vénale des biens destinés à la vente aux enchères.
- Assurer la conformité des estimations avec la réglementation en vigueur.
- Procéder à l'évaluation des biens destinés à la vente aux enchères selon des méthodes reconnues (comparaison de marché, coût de remplacement, valeur résiduelle, etc.).
- Tenir compte des contraintes réglementaires applicables aux établissements publics.
- Proposer une fourchette de prix et une mise à prix recommandée.

MISSION 3 : ASSISTANCE A L'ANALYSE ET A L'ADAPTATION DE LA LOI DE FINANCES 2026-2027

Le prestataire devra :

- Procéder à une lecture approfondie de la loi de finances 2026-2027 et des textes d'application.
- Analyser les nouvelles dispositions de la loi de finances 2026-2027.
- Identifier les impacts sur l'établissement.
- Proposer des mesures d'adaptation opérationnelles et conformes.
- Identifier les changements majeurs (fiscalité, comptabilité, gouvernance, procédures).
- Évaluer les impacts financiers, organisationnels et réglementaires.
- Formuler des recommandations pratiques pour la mise en conformité.

ARTICLE 40 : EQUIPE AFFECTEE A LA PRESTATION

L'équipe dédiée à la mission d'assistance doit être composée exclusivement de collaborateurs permanents relevant de la société, justifiant d'une ancienneté minimale de cinq (5) années de travail dans le cabinet, pour chaque membre proposé. Le soumissionnaire doit produire les pièces justificatives attestant de leur situation administrative et de leur déclaration régulière (contrats de travail, attestations CNSS ou tout document équivalent), afin de garantir la conformité aux exigences contractuelles et la qualité des prestations attendues.

L'équipe qui sera affectée à la prestation doit comprendre toutes les qualifications nécessaires à la réalisation de cette prestation

Elle doit être composée de :

- 1 Expert-comptable, diplômé et inscrit à l'Ordre des Experts Comptables, en qualité de chef de mission, ayant une expérience probante dans l'évaluation d'actifs et patrimoines publics.
- 1 auditeur ayant un niveau de formation Bac + 4 au minimum dans le domaine comptable et fiscal ou équivalent, lui permettant d'exercer l'objet de la prestation et ayant au moins une expérience de 5 ans en la matière après l'obtention du diplôme requis.
- 1 Assistant comptable, de formation BAC + 2 au minimum dans le domaine de la comptabilité et fiscalité pour l'assistance opérationnelle en coordination avec l'équipe comptable de la CDC pour chaque mission.

BORDEREAU DU PRIX GLOBAL

Appel d'offres ouvert national sur offres de prix n°03/2026 relatif à l'assistance
comptable, fiscale et technique de la Caisse de Compensation à Rabat
-Lot unique-

N° prix	Désignation de la prestation	Prix forfaitaire Hors TVA
1	Assistance comptable, fiscale et technique de la Caisse de Compensation.	
Total hors TVA		
Taux TVA 20%		
Total TTC		

Fait à Le..... 12 JUIN 2026

A *2*
Directrice de la Caisse
de Compensation
Signature : Rachida A. BAD



✓

DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL :

Appel d'offres ouvert national sur offres de prix n°03/2026 relatif à l'assistance comptable, fiscale et technique de la Caisse de Compensation à Rabat
–Lot unique–

N° prix	Désignation de la prestation	Prix forfaitaire Hors TVA
1	MISSION 1 : ASSISTANCE COMPTABLE ET FISCALE POUR L'ARRETE DES COMPTES AU 30/06/2026.	
2	MISSION 2 : ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'ESTIMATION DES BIENS DESTINES AUX VENTES AUX ENCHERES.	
3	MISSION 3 : ASSISTANCE A L'ANALYSE ET A L'ADAPTATION DE LA LOI DE FINANCES 2026-2027.	
Total hors TVA		
Taux TVA 20%		
Total TTC		

Fait à Le 12 JUIN 2026

Signature : Rachida AABAD



PAGE 21 ET DERNIERE PAGE

Appel d'offres ouvert national sur offres de prix n°03/2026 relatif à l'assistance comptable, fiscale et technique de la Caisse de Compensation à Rabat–Lot unique–

LE CONCURRENT	LE MAITRE D'OUVRAGE
<p data-bbox="375 421 539 454">Lu et accepté</p> <p data-bbox="292 696 603 730">Rabat, le.....</p>	<p data-bbox="917 427 1284 629"></p> <p data-bbox="922 696 1294 752">Rabat, le..... 12 JUIN 2026</p>

